

FORUM



DE LA SEMAINE

250 F

Grand Quotidien Privé Togolais d'Information et d'Analyse

18^{ème} année N° 2704 du Vendredi 15 Mai 2020

Université de Lomé



**La construction
d'infrastructures
se poursuit** P.3

site : <http://www.forumdelasemaine.com>

TOUT POUR VIVRE LE MEILLEUR DU FOOT EN HD
LES SOUSCRIPTIONS CANAL+

TOGO CELLULAIRE
Le N°1 de la téléphonie mobile au TOGO
LE LEADER

Dynamique Kpodzro

Des révélations de Xana Sadjo-Hestu qui confortent les doutes sur la victoire d'Agbényomé

 P.4

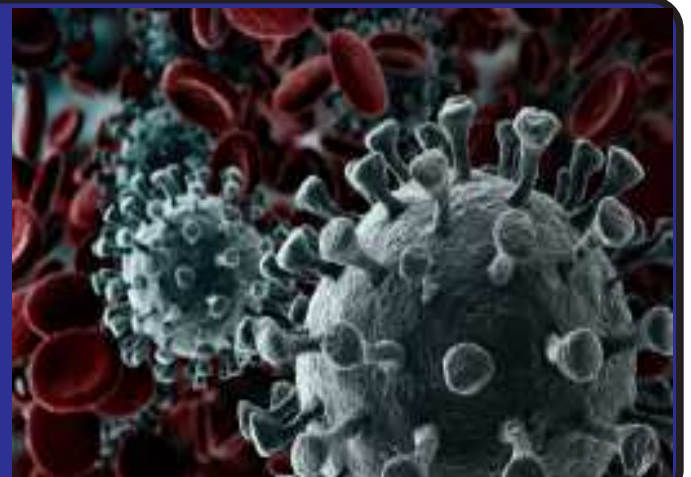
Xana Sadjo-Hestu



Agbényomé Kodjo (Pdt. MPDD)

Covid-19 / 19 nouveaux cas positifs hier, 139 en deux semaines :

LE TOGO PASSE DÉSORMAIS À LA PHASE DE CONTAMINATION COMMUNAUTAIRE

 P.3

Interview du Président du SYNEP-Togo, AGBOVI Yao :

« Une vingtaine d'enseignants ont déjà été éjectés de leurs chambres, pour faute de paiement de loyers »

La pandémie du Coronavirus (COVID-19) a paralysé tous les secteurs d'activité. Dans le secteur de l'éducation, tout est à l'arrêt depuis le 20 mars 2020 avec la décision du gouvernement de fermer les écoles pour éviter la propagation du virus. Dans une interview accordée à l'Agence de presse AfreePress, AGBOVI Yao Tegnong, président du Syndicat National des Enseignants des Écoles et Instituts Privés au Togo (SYNEP-Togo) décrit la situation « difficile » dans laquelle se trouve les enseignants du secteur avec la crise du COVID-19 et lance un cri d'alarme au gouvernement, à la société civile et aux bonnes volontés afin qu'ils leur vienne en aide.

Lisez l'intégralité de l'interview.

Agence de presse AfreePress :
Bonjour Monsieur AGBOVI Yao. Vous êtes le Président du Syndicat National des Enseignants des Écoles et Instituts Privés au Togo (SYNEP-Togo). Comment se porte votre organisation ?

M. AGBOVI Yao Tegnong : Bonjour, merci pour l'opportunité. Le SYNEP-Togo en tant qu'entité institutionnelle se porte bien, mais avec l'avènement du COVID-19, vous comprenez que les membres de ce syndicat ne se portent pas bien. Si je veux être franc, à l'heure actuelle, la situation est très difficile pour nous les enseignants du privé. Nous traversons une crise sociale très grave et nous sommes là, en regardant en l'air pour voir si une manne peut tomber de quelque part pour sauver la situation.

Agence de presse AfreePress :
Les écoles sont fermées jusqu'à nouvel ordre. Comment les enseignants privés vivent cette situation... Et quelle est votre perception sur l'année académique ?

M. AGBOVI Yao Tegnong :
Comme vous le savez, ce n'est pas seulement au Togo que la situation semble être dramatique. La pandémie du Coronavirus sévit dans chaque pays. D'une manière ou d'une autre, les autorités s'activent pour limiter la propagation du virus. Au Togo, cette pandémie

a entraîné une nouvelle habitude dans la vie des populations en général et des enseignants du secteur privé en particulier. Par décision interministérielle en date du 20 mars 2020, les écoles ont fermé leurs portes et les enseignants sont professionnellement confinés. Je m'en vais pour vous dire que les fondateurs qui sont nos employeurs directs, avancent l'idée qu'ils ne sont pas rentrés dans la totalité des écolages pour pouvoir payer les salaires aux enseignants du secteur privé. Mais force est de constater que la plupart des écoles privées au Togo ont pu encaisser les frais de scolarité. A l'heure où je vous parle, près de 85 à 90% des écolages ont été payés et d'autres écoles ont encaissé la totalité. Mais ces fondateurs refusent en ce moment d'honorer leur engagement vis-à-vis des enseignants. Ce qui crée un mécontentement au sein de notre organisation. Je tiens à souligner qu'il y a certains collègues qui ne sont pas rentrés en possession de leur salaire depuis janvier. Donc les problèmes sont différents d'un établissement à un autre et l'indignation a gagné la majorité d'entre nous. Nous sommes immergés dans une atmosphère qui n'est pas vivable. Tout ceci risque de gêner la reprise des cours. Nous sommes laissés pour compte, les fondateurs ne veulent rien faire malgré les démarches que nous avons menées pour voir comment nous pouvons faire face à la crise. A l'heure où je vous parle, les enseignants du privé sont dans un désarroi total et on craint le pire à la reprise des cours. S'agissant de ce que je pense de l'année académique, je ne crois pas que cette année soit entachée d'une couleur blanche. Vous savez que c'est difficile d'aller à une année blanche puisque selon les informations, la France a déjà levé le confinement et progressivement les classes ont repris. Nous aussi, nous attendons dans quelle mesure les autorités peuvent prendre la décision de rouvrir les classes. Tout compte



fait, si rien n'est fait dans la mesure du possible pour sauver le quotidien des enseignants du privé, ce serait difficile pour nous de joindre les deux bouts et de reprendre facilement.

Agence de presse AfreePress : Parlez-nous du quotidien de ces enseignants avec la suspension des cours et la crise sanitaire.

M. AGBOVI Yao Tegnong : En tant que président du SYNEP-Togo, je partage largement le cri d'alarme des collègues et je vous assure que si je ne m'abuse, une vingtaine d'enseignants ont déjà éjectés de leurs chambres, pour faute de paiement de loyers et certains ont dû vendre certaines de leurs biens, pour pouvoir survivre. Mais nous pouvons dire que quelques tractations sont en cours et j'assure que d'ici peu, les gens vont s'y mettre pour trouver une petite solution et permettre aux collègues de survivre. Parce que la situation que nous vivons actuellement est très dramatique et personne ne veut nous venir au secours. Ce qui dérange encore, certains fondateurs sont allés jusqu'à suspendre unilatéralement les contrats avec les collègues comme quoi, les écoles sont

fermées donc les contrats doivent être suspendus. Nous nous insurgions contre cette décision et nous ferons tout pour que la lumière soit faite sur ces questions parce que le fondateur selon les conversions interprofessionnelles de travail, ne peut pas se lever de manière unilatérale pour suspendre un contrat qui a été consenti à deux ou entre plusieurs personnes. D'autres aussi menacent les collègues de licenciement ou de retrait d'heures de cours, etc. Tout ceci me met en tant que président de cette corporation, dans une situation très difficile à gérer. Mais je sais que quelque chose sera fait dans un avenir proche. Au niveau de l'État entre temps, notre ministre de tutelle, le Ministre Atcha-Dédji Affoh avait déclaré sur les médias que l'État ne restera pas insensible à la question des enseignants du secteur privé. Mais après cette intervention il y a de cela plus d'un mois, nous sommes toujours là et rien ne se profile à l'horizon. C'est pourquoi nous demandons au gouvernement de prendre nos cris de détresse au sérieux parce que l'État doit avoir un œil regardant dans tout ce qui se passe dans le secteur privé. Il est le premier garant de la sécurité sociale de tous les citoyens. Je ne peux pas parler de laxisme à ce niveau, mais, le Covid-19 est venu montrer que les choses ne se passent pas tellement bien comme ça devrait l'être. Mais comme je l'ai déjà dit, les tractations sont en cours pour qu'une fumée blanche se fasse voir dans la situation des enseignants du secteur privé. C'est également l'occasion pour moi de lancer un appel à la société civile qui habituellement ne s'attelle qu'aux faits politiques... Nous sommes aussi des citoyens et nous sommes dans une situation délicate. Notre souhait est que la société civile agisse pour nous aider afin que les enseignants du privé puissent joindre les deux bouts jusqu'à la reprise des cours. Nous lançons un cri d'alarme aussi aux bonnes volontés de ce pays qui peuvent discuter avec les autorités pour que nous ayons gain de cause. Les écoles sont fermées, mais les enseignants du public perçoivent

leur salaire en toute quiétude. Donc ne pas être sensible à notre situation en ce moment, serait faire preuve de mauvaise foi surtout au niveau des fondateurs. Je tiens aussi à préciser qu'avant l'avènement du Covid-19, une des corporations des enseignants du secteur privé qui est l'Association des Enseignants des Écoles Privées Laïques pour l'Entraide et le Développement (AEPLD) avait demandé à rencontrer le ministre. Une audience qui leur a été accordée. Aux termes des discussions, le ministre avait promis qu'un comité serait incessamment mis sur pied afin de recueillir nos problèmes et de voir comment le gouvernement pourra nous apporter un appui infaillible. Mais il y a de cela un à deux mois que nous vivons cette situation, le ministère ne dit rien. C'est pour dire que quand ça va comme ça, ce n'est plus le Coronavirus qui va tuer les collègues du secteur privé, mais c'est la faim, la désolation et le non-paiement des miettes mensuelles des fondateurs.

Agence de presse AfreePress :
Dans la situation actuelle, qu'attendez-vous des fondateurs d'établissement scolaires et de l'État.

M. AGBOVI Yao Tegnong : Ce que nous attendons des fondateurs c'est qu'ils paient les salaires comme il le faut. On ne peut pas comprendre que jusqu'en février, un établissement puisse dire qu'il n'a pas perçu l'écolage. Ça serait du dilatoire. Donc, nous estimons qu'ils ont les moyens, mais ils ne veulent pas payer. Ils font ce qu'ils veulent et ce sont les enseignants qui en souffrent. Les collègues veulent que les salaires du mois de mars, d'avril soient versés pour qu'ils puissent survivre. Le Covid-19 ne doit pas être un prétexte sur lequel il faut se baser pour refuser de payer les enseignants. Maintenant, notre plaidoyer à l'endroit du gouvernement c'est de nous venir en aide dans cette situation de crise. Nous savons que l'État n'est pas notre employeur direct, mais en tant que citoyens en situation de désarroi, l'État doit voler à notre secours.

Afreepress.info

COVID-19

6 gestes simples à adopter pour se protéger

L'évolution de la situation liée au coronavirus (COVID-19) est imprévisible et chacun doit donc se tenir régulièrement informé. Vous pouvez réduire le risque d'être infecté ou de propager la COVID-19 en prenant quelques précautions simples.

Voici des mesures annoncées par l'OMS et le gouvernement pour se mettre à l'abri de la pandémie et éviter aussi sa propagation.

1. Se laver fréquemment et soigneusement les mains avec une solution hydroalcoolique ou à l'eau et au savon.

Se laver les mains, conseillent les médecins, avec une solution hydroalcoolique ou à l'eau et au savon tue le virus s'il est présent sur vos



mains.

2. Maintenir une distance d'au moins un mètre avec les autres personnes qui toussent ou qui éternuent.

Lorsqu'une personne tousse ou éternue, elle projette de petites gouttelettes qui peuvent contenir le virus. « Si vous êtes trop près, vous pouvez inhaler ces gouttelettes et donc le virus responsable de la COVID-19 si la personne qui

tousse en est porteuse », renseignent les Agents de la santé.

3. Éviter de se toucher les yeux, le nez et la bouche.

Reçu en début de semaine sur une radio locale, le colonel médecin, Dr Djibril Mohama conseille d'« éviter de porter régulièrement les mains sur le visage » en ces moments. Les mains, renseigne-t-il, sont en contact avec de nombreuses

surfaces qui peuvent être contaminées par le virus. « Si vous vous touchez les yeux, le nez ou la bouche, le virus peut pénétrer dans votre organisme et vous pouvez tomber malade », prévient le médecin.

4. Veillez à respecter les règles d'hygiène respiratoire et à ce que les personnes autour de vous en fassent autant. En cas de toux ou d'éternuement, il faut se couvrir la bouche et le nez avec le pli du coude, ou avec un mouchoir et jeter le mouchoir immédiatement après.

Les gouttelettes respiratoires, selon les spécialistes, propagent des virus. En respectant les règles d'hygiène respiratoire, vous protégez les personnes autour de vous de virus tels que ceux responsables du rhume, de la grippe ou de la COVID-19.

5. Si vous ne vous sentez pas bien, restez chez vous. En cas de fièvre, de toux et de dyspnée, appelez le « 111 »

Ce sont les autorités nationales et locales qui disposent des informations les plus récentes sur la situation de la pandémie. Si vous appelez ce numéro en cas d'apparition des symptômes ou en présence d'un cas suspect, vous recevrez d'utiles conseils et consignes.

6. Informez-vous constamment pour savoir quelles sont les villes ou les zones où la COVID-19 se propage à grande échelle.

Il est important de s'informer régulièrement pour savoir l'évolution de la pandémie dans le pays. Si possible, évitez des sorties ou voyages inutiles. *ogotopnews*

Lutte contre le Covid-19

Un programme de désinfection des latrines publiques et de certaines cellules de la prison en cours

Dans le cadre de la lutte contre la maladie à Coronavirus, le ministère de la Santé et de l'hygiène publique, a initié une opération de désinfection des espaces publics de la ville de Lomé. Dans cette interview accordée à l'Agence de presse AfreePress, le premier responsable de la "Direction de l'hygiène et de l'assainissement à la base", Komlan Ayité donne les détails sur le déroulement de ce projet et surtout les espaces qui seront concernés.

Voici l'intégralité de l'interview.

Agence de presse AfreePress : Bonjour M. le Directeur. Pourquoi avoir pensé à une opération de désinfection de la ville de Lomé ?

M. Komlan Ayité : La transmission du Covid-19 se fait d'homme à homme. C'est pourquoi, nous avons décidé de désinfecter certains lieux notamment les latrines qui sont dans les marchés, dans les gares routières et les WC publics dans les quartiers de la ville de Lomé. L'objectif est de réduire les risques de contamination de ce virus qui sévit dans notre pays. **Agence de presse AfreePress : Concrètement, comment va se dérouler cette opération ?**

M. Komlan Ayité : Cette opération s'inscrit particulièrement dans le cadre de la lutte contre le Coronavirus. Et elle va se dérouler en deux étapes. La première étape de désinfection est déjà



en cours et concerne uniquement des latrines publiques ajoutées à certaines cellules de la prison civile de Lomé. Après une seconde phase sera entamée et touchera d'autres édifices et espaces publics de la ville de Lomé. **Agence de presse AfreePress : Quel est le montant décaissé pour réaliser ce projet ?** M. Komlan Ayité : Nous ne pouvons pas vous donner des chiffres en termes d'argent. Le montant importe peu. L'essentiel est de sauver des vies. Comme je l'avais dit plus haut, c'est un travail que notre département assume depuis. Particulièrement pour cette période de crise, l'Organisation des Nations Unies pour la protection de l'enfance (UNICEF) nous a accompagnés, en mettant à notre disposition des appareils, notamment des vulgarisateurs à moteur. C'est avec ces appareils que les agents font le travail. Et les appareils sont réutilisables à plusieurs

reprises.

Agence de presse AfreePress : Et qu'en est-il du cas des écoles ?

M. Komlan Ayité : Pour le moment les écoles ne sont pas prises en compte. Parce qu'elles ne sont plus fréquentées. Seules les latrines publiques sont concernées. Mais si on ouvre ces établissements et l'autorité demande qu'ils soient désinfectés, nous allons le faire.

Agence de presse AfreePress : Quelles sont les difficultés que vous rencontrez sur le terrain ?

M. Komlan Ayité : C'est nous qui planifions cette activité. Donc pour l'instant, on maîtrise le processus. Pour le moment aucune difficulté ne s'oppose à l'opération. Partout où nous allons, nous sommes bien accueillis parce que les gestionnaires des lieux sont conscients du danger et se réjouissent plutôt de l'action. Pour finir, j'encourage les populations à respecter les mesures barrières. Si les autorités prennent de la peine de désinfecter des lieux, il faut que de l'autre côté les populations mettent en œuvre toutes les mesures édictées à savoir, le port des masques, le lavage des mains. En ne respectant pas les mesures édictées par l'autorité pour lutter contre cette pandémie, rien ne pourra aboutir.

Afreepress.info
NB : Titre changé

Université de Lomé

La construction d'infrastructures se poursuit

L'Université de Lomé poursuit ses travaux de construction d'infrastructures. En mars derniers, la Présidence de l'UL a lancé de nouveaux les projets de construction d'infrastructures. Les travaux ont permis le bitumage de la voie qui va de la ferme agronomique à l'entrée Lomégan d'une distance totale de 1,04 kilomètre. Le but est de faciliter les déplacements au sein de ce temple du savoir.

« Cette route est fréquemment empruntée par de nombreux étudiants et membres du personnel. Malheureusement, elle devient impraticable en période de pluie. Par conséquent, le bitumage permettra de garder cette voie en constante utilité, au fil des saisons. Par ailleurs, elle contribuera à la ponctualité des candidats aux différents cours et examens », a indiqué les autorités universitaires.

L'UL envisage désormais de délocaliser le Marché Gayibor pour permettre aux étudiants une meilleure occupation des espaces. Les travaux de l'itinéraire CHU Campus - Marché Gayibor suivront bientôt. L'UL souligne des voies piétonnes qui seront également



aménagées.

D'autres travaux sont aussi en cours, notamment la mise en place d'un bassin d'eaux pluviales dont l'objectif est d'éviter les inondations au Campus sud, l'extension du bâtiment de la DAAS, la rénovation des cités C, D, E et F, l'aménagement du terrain de handball au campus nord, et la construction d'un bloc-laboratoires à côté de la DAAS.

En rappel, l'équipe dirigeante de l'Université de Lomé vient de boucler 4 années aux commandes (11 mai 2016 - 11 mai 2020) les possibilités de ratisser large

sont légion. Qu'à cela ne tienne ! Les autorités universitaires ne comptent pas s'arrêter en si bon chemin. Selon elles, tout effort, tout labeur ou tout sacrifice concourra au bien de ceux qui aiment l'UL.

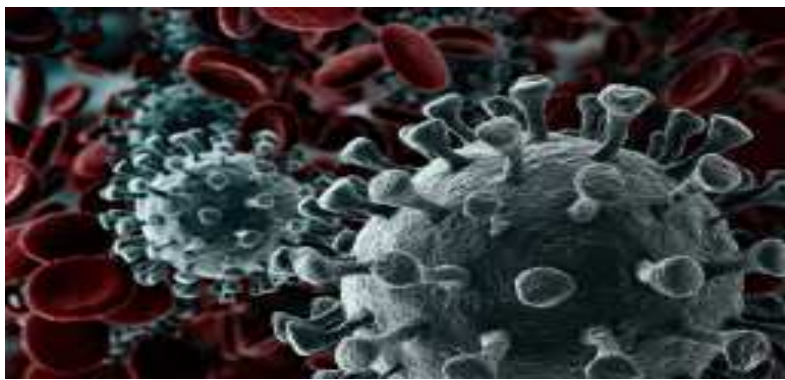
« Les nouveaux défis qui se profilent à l'horizon sont en réalité une motivation pour gagner le pari de faire de l'UL un cadre où prévaut aussi bien l'esthétique paysagère que l'esthétique intellectuelle », indiquent-elles.

Togobreakingnews.info

Covid-19 / 19 nouveaux cas positifs

hier, 139 en deux semaines:

LE TOGO PASSE DÉSORMAIS À LA PHASE DE CONTAMINATION COMMUNAUTAIRE



La situation se complique désormais au Togo. Le pays enregistre 20 nouveaux cas hier mercredi dont voici les détails:

Vingt (20) des 333 personnes testées sont positives. Ces 20 personnes dont l'âge est compris entre 9 et 59 ans sont tous des contacts et se répartissent comme suit :

2 femmes et 2 hommes dans le district d'Agoue
6 hommes dans le district III à Lomé,
2 hommes dans le district V à Lomé

8 hommes dans le district I à Lomé. Quatre (04) nouveaux guéris ont été enregistrés portant à 96 le nombre total de patients guéris de COVID-19.

Ace jour, le Togo a enregistré 219 cas confirmés de COVID-19 dont 96 guéris, 11 décès et 112 actifs.

Au total, 11374 tests de laboratoire ont été effectués sur toute l'étendue du territoire national.

Les cas d'hier gonflent le chiffre des contaminés qui s'élève à 120 en deux semaines. Il est clair que désormais au Togo, nous sommes passés à la phase 2 du COVID19 : celle de la contamination communautaire et notre survie dépend du respect scrupuleux des gestes barrières en plus de certains réflexes de survie

indispensables.

En un seul mot, chaque fois que vous sortez de chez vous, vous revenez avec le virus sur vos habits, vos chaussures, vos montres et autres bijoux, votre face ou sur vos cheveux voir vos mains.

Effectivement que vous avez portez le cache-nez toute la journée.

Quand vous rentrez:
1-Ne touchez rien, même pas le poignet de la porte. On doit vous ouvrir la porte.

Lavez vous les mains avant d'entrer.

2- enlevez vos chaussures dehors et laissez les à l'extérieur. les masques sont jetés dans une poubelle sécurisée à l'extérieur de la maison

3-Portez des babouches et dirigez vous tout droit vers les toilettes.

4-Enlevez vos vêtements et lavez vous avec du savon.

5-Choisissez un nouvel vêtement que vous portez.

6- Maintenant, vous pouvez saluer et jouer avec votre famille, vos enfants...

Essayons d'appliquer scrupuleusement ces simples règles car la phase de la contamination communautaire est la plus dangereuse. Et nous pourrions mourir avec toute notre famille à cause de notre négligence.

@Dimas

Coronavirus au Togo

Des partenaires européens s'engagent à mobiliser 29 milliards pour la riposte

L'Union Européenne, l'Allemagne, la France et la chambre européenne de commerce au Togo ont pris l'engagement mercredi de mobiliser 29,6 milliards francs Cfa pour la riposte contre la pandémie de coronavirus au Togo. L'annonce a été faite lors d'une rencontre conjointe avec presse, a-t-on appris.

« L'Union européenne, l'Allemagne, la France, et les entreprises membres d'EUROCHAM, se sont engagées à accompagner le Togo en mobilisant dans l'urgence 29,6 milliards de francs Cfa », indique un communiqué de presse. Une partie des fonds mobilisés (5,2 milliards) servira à la rénovation des centres médicaux régionaux, l'achat d'ambulances, la fourniture de masques et de systèmes de lavage de mains, le renforcement de la campagne de sensibilisation, et l'aide au diagnostic et à la prise en charge. Puis l'autre partie, pour soutenir la mitigation de l'impact socio-économique (24,4 milliards CFA), au travers notamment d'appuis budgétaires qui contribuent directement aux dépenses de l'état pour les programmes spécifiques mis en place, tels que les transferts monétaires (NOVISS), le plan de riposte agricole, ou encore la gratuité de l'eau et l'électricité.

« L'appui de l'UE, de l'Allemagne, de la France et d'EUROCHAM au Togo s'inscrit dans le cadre plus large de l'initiative « Team Europe », dont la finalité est de mobiliser de manière concertée des ressources de l'UE et de ses 27 Etats membres en réponse à la pandémie à travers le monde.

La « Team Europe » a déjà



mobilisé plus de 20 milliards EUR (13.120 milliards CFA) afin de soutenir les mesures prises par les pays partenaires pour limiter la propagation du virus et son impact socio-économique, et contribuer à la résilience des systèmes de santé et de recherche sur le long-terme », explique le communiqué.

Professeur-colonel Djibril, coordonnateur national de la gestion de la riposte a salué la démarche concertée des partenaires européens et remercié la Team Europe pour son appui au Togo dans cette crise sanitaire mondiale.

A la date du 13 mai, le Togo enregistre 219 cas confirmés de covid-19 dont 112 sont actifs, 96 guéris et 11 décédés.

24heureinfo.com

Dynamique Kpodzro

Des révélations de Xana Sadjohestu qui confortent les doutes sur la victoire d'Agbéyomé

Des révélations faites mercredi 13 mai par un jeune membre de la dynamique Kpodzro confortent les doutes sur la victoire du candidat Agbéyomé Kodjo à la présidentielle du 22 février 2020.

Autoproclamé élu président lors de la présidentielle du 22 février sur les bases des résultats compilés, Agbéyomé Kodjo vient d'être démenti par Xana Komlan Sadjohestu, se présentant comme cerveau de l'équipe de compilation des PV bureau de vote par bureau de vote, pour la dynamique Kpodzro ayant soutenu le candidat Kodjo. « J'affirme avec conviction, certitude que la dynamique Monseigneur Kpodzro n'a aucun élément à leur possession pour prouver la victoire de leur candidat. Dans la soirée du 22 février la dynamique n'avait rien encore à sa possession, même jusqu'au lundi 24 février elle n'avait aucune preuve. J'ai été surpris depuis la chambre d'hôtel où je me suis caché qu'il (Agbéyomé Kodjo) s'est autoproclamé président (...) mais j'ai dû garder un silence », déclarait-il dans une vidéo. Avant d'ajouter, « ils n'ont pas de commencement de preuve. Le recours devant la Cour constitutionnelle n'est que de la pure littérature, et pourtant on a promis au togolais des résultats ».

Ces déclarations viennent contredire littéralement les affirmations de l'équipe d'Agbéyomé Kodjo qui soutenait depuis la fermeture des bureaux de vote le 22 février bec et ongle avoir remporté à 66% le scrutin présidentiel, sans pour autant être capable de présenter les preuves. Ce qu'a confirmé la Cour Constitutionnelle le 3 mars lors de la proclamation des résultats définitifs en rejetant le recours du candidat.

De plus, ces révélations ne sont



qu'une confirmation des informations que détenaient déjà la rédaction de Forum de la semaine. D'ailleurs, le Directeur de publication du journal a maintes fois répétés cela dans ces interventions sur les médias de la place que ce soit lors des débats sur les radios et télévisions de la place.

Déclarations mensongères

Une source contactée au sein de la dynamique dénonce des « déclarations mensongères » et menace d'intenter des actions en justice contre le jeune Xana pour « diffamation » et « espionnage ». « C'est un faux-type et ce qu'il dit n'engage que lui », souligne notre source. « Personne ne le connaissait à la Dynamique Monseigneur Kpodzro. C'est à l'approche des élections présidentielles du 22 février 2020 qu'il est allé rencontrer le directeur de cabinet du président Agbéyomé Messan Kodjo pour

lui proposer son service en informatique », explique Thomas Nsoukpoe, opposant membre de la dynamique Kpodzro, précisant qu'il n'a participé à « aucunes » des réunions stratégiques de la dynamique et a été remplacé. « Nous avons alors pris nos dispositions pour le faire remplacer et faire compiler nos résultats par d'autres personnes. Donc dire aujourd'hui qu'il était le seul compilateur, ressort de son imaginaire puisqu'il n'a même pas fait le travail pour lequel il a été payé. Et nous pouvons porter plainte contre lui pour escroquerie », conclut l'ancien ministre Nsoukpoe.

Officiellement, Agbéyomé Kodjo est crédité de 19,46% des suffrages lors de la présidentielle contre 70,78% pour Faure Gnassingbé, président réélu, investi le 3 mai 2020.

Nous y reviendrons
Avec 24heureinfo.com

Production nationale de Café

La forte percée grâce au recépage des vieilles plantations introduit par le PASA

Des paysans heureux, en tout cas le PASA (Projet d'Appui au Secteur Agricole) en fait et en fera encore. C'est certain. Couvrant tous les sous-secteurs ou filières du monde de l'agriculture au Togo, ce projet du gouvernement togolais exécuté au travers du ministère de l'Agriculture, de la Production animale et halieutique, et ses partenaires dont entre autres l'UTCC (Union Technique de Café Cacao) en a fait des prouesses dans le domaine de la production du Café. Ceci, à partir de l'opération de recépage de vieilles plantations de caféiers.

D'après un résumé des acteurs clés de la phase pilote qui depuis lors est devenue une action phare dans la régénération des plantations dans le cadre du PASA, « cette opération de recépage de vieilles plantations de caféiers est une expérience réussie qui a permis de redonner une nouvelle capacité productive à 8 714 ha de caféiers au Togo ».

Ainsi, d'après les collectes de sonnées au travers du SPE (Système Permanent d'Enquête), sur 5 ans, elle aura contribué à l'accroissement de la production nationale de café de 95%, soit un passage de 10 950 tonnes en 2013-2014 à 21 316 tonnes en 2019-2020.

En quoi consiste l'opération de recépage de vieilles plantations du PASA ?

Des explications données, il s'agit d'une technique de régénération des vergers de caféiers. Par le recépage du caféier, il faut entendre « la coupe périodique des tiges orthotropes peu productives sur un pied de caféier afin de lui permettre de sortir de nouveaux rejets plus vigoureux et aptes à



apporter de nouvelles tiges plagiotropes plus productives ». Et donc, « pour réussir le recépage de caféier, il faut suivre un certain nombre de recommandations techniques dont le choix de la plantation à recéper, la préparation pour le recépage, la technique de coupe des tiges et la conduite du verger après la coupe des tiges ».

Pour ce qui est du Togo et de son café, cette opération recépage du PASA est en réalité un programme pilote de relance de la production nationale de café robusta par un soutien spécifique à une opération d'appui à la coupe des vieilles exploitations familiales de caféiers. Durant son exécution, elle a consisté à « une assistance technique efficace et une fourniture de « kit de recépage » à tout producteur ayant accepté de couper son vieux caféier dégradé. Concernant le « kit de recépage », pour un hectare de caféiers recépée, il a été prévu de fournir au producteur 200 kg d'engrais NPK

20 10 10 dont 100 kg en subvention et 100 kg qui devront être payés au comptant par l'exploitant comme sa participation à l'opération, versé sur un compte dédié ». Aussi, pour cette première opération pilote, « en plus de l'engrais, on y ajoutait des semences certifiées de maïs ». Mais, indique-t-on, « la distribution de semences a été bannie par la suite en vue de sauvegarder les essences forestières dans les plantations ». un changement de cap qui a eu pour finalité d'éviter le fait que « les producteurs coupaient les arbres dans les plantations afin de donner plus de lumière à la culture du maïs au détriment de la protection des arbres agroforestiers qui devraient jouer leur rôle d'ombrage et fertilitaire dans les plantations de caféiers ».

Ce sont là autant d'actions qui ont permis de parvenir à cette montée en flèche ascendante de la production du Café au Togo sur la période d'exécution de cette opération de recépage de 2014 à 2019. **T228**

Covid-19

Moïse AKAYA à l'œuvre pour les opérateurs économiques

Seul port en eau profonde dans la sous-région Ouest africaine, le Port Autonome de Lomé (PAL) et ses différents départements font face aux difficultés qu'impose la pandémie de Coronavirus. Mais des efforts et initiatives en cours, devront permettre d'assurer un meilleur accompagnement aux opérateurs économiques, rassure Moïse Akaya, Chef division de la Douane au port.

Avec la détection le 06 mars du premier cas de contamination de coronavirus, les autorités togolaises ont engagé diverses mesures visant à contrecarrer l'expansion de la pandémie.

Ainsi comme tous les autres secteurs d'activités, le Port Autonome de Lomé tout en veillant au respect strict des mesures telles qu'initiales, poursuit ses activités comme l'indique son Chef division de la Douane.

« Les mesures barrières sont clairement édictées par le gouvernement à travers tous les communiqués qui sont prises et qui passent sur des chaînes. Parmi ces mesures barrières : le port des masques dans chaque entrée du port, la prise de température et la distanciation qu'il faut observer. On travaille également pour faire en sorte qu'il n'y ait pas trop d'attroupement » et « c'est comme si on avait anticipé sur les choses, comme si on était déjà préparé pour lutter contre le Covid-19. Donc du coup, à l'avènement du covid-19, tout ce qui a été engagé comme réformes, est comme une anticipation des autorités ».

Mais les mesures de restriction mise en œuvre à travers le monde et plus particulièrement dans les pays enclavés de la sous-région ouest africaine, principaux clients du Port Autonome de Lomé, a pour conséquence la baisse drastique des activités économiques sur la plateforme maritime togolaise.

A cela s'ajoute la lenteur dans le traitement des documentations et les pénalités encaissées par les opérateurs économiques.

Mais Moïse Akaya, rassure, « les autorités travaillent pour voir comment les opérateurs économiques pourront être soulagés par rapport aux frais de stationnement et aux surestaries. Actuellement, les doléances sont sur les bureaux de nos autorités qui ne vont pas tarder

Education

L'année scolaire ne sera pas blanche



L'année scolaire 2019-2020 pourra prendre toutes les couleurs sauf la blanche. Cette logique est celle des autorités togolaises qui œuvrent actuellement à la réouverture des écoles. Pour le ministre des enseignements primaire et secondaire, les choses se mettent en place pour une reprise dans des conditions maximales de sécurité pour les élèves et les enseignants.

C'est désormais une certitude : les écoles togolaises rouvriront prochainement leurs portes. Pour Atcha Dédji Affoh, les choses se mettent déjà en place dans ce sens.

Le ministre des enseignements primaire et secondaire explique que la volonté du gouvernement est d'éviter, à tout prix, une année scolaire blanche.

« Je tiens à vous rassurer que nous mettons tout en œuvre pour l'année scolaire ne soit pas blanche », a assuré le ministre



à donner des réponses appropriées ».

Ainsi note-t-il, quand à la question de dépotage, les recherches sont en cours pour trouver des solutions et dans de brefs délais.

« Nous avons dérogé à la réglementation douanière pour permettre que les marchandises qui sont en transits sur le régime yem8 par exemple, soient transférées dans les magasins à dédouanement, qu'elles soient dépotées là-bas, chargées et être mises en transit ; sinon normalement avant, il faut les dépoter là ou bien introduire une déclaration sommaire de transfert en Mad d'abord, mais si vous avez levé une déclaration de transit et que vous êtes confronté au problème d'espace pour le dépotage, on peut vous autoriser à sortir la marchandise du port et aller dans un site que vous avez vous-même négocié, et on vous suit, on fait le dépotage. Voilà les solutions qu'on a apportées pour soulager les gens ».

Toutefois, des idées en cours devront également permettre de trouver des solutions innovantes pour un meilleur accompagnement des opérateurs économiques.

Ces mesures devront permettre de leur alléger les taxes pénalités surtout en ce qui concerne les surestaries en cette période de covid-19.

« Les autorités travaillent également pour voir comment les opérateurs économiques pourront être soulagés par rapport aux frais de stationnement et aux surestaries (les surestaries, sont des pénalités qui sont infligés aux opérateurs économiques qui n'arrivent pas à sortir leurs marchandises dans les délais francs qui sont donnés) ».

Gapola.net

Interview

L'économiste, Dr Samuel MATHEY : « La FAFEDE propose un plan de relance post-Covid basé sur l'entrepreneuriat EZF / DZD »

Candidat au prix Nobel d'économie en 2018, Docteur Samuel Mathey, promoteur de l'initiative d'entreprendre à partir de zéro franc à travers sa fondation FAFEDE et le concept EZF / DZD, dans cette interview exclusive qu'il a accordée à notre rédaction, l'Agence Panafricaine de Presse et de Communication (APC NEWS) à travers le site de l'agence afrique-News, aborde sans passion ni langue de bois, la crise sanitaire du coronavirus, sa gestion et surtout ses implications économiques sur les pays africains.

Lisez plutôt
Monsieur Samuel Mathey, tant que économiste, comment voyez-vous la gestion de la pandémie du Covid-19 par les États africains ?

Les pays Africains ont réagi plutôt bien malgré quelques ratés de départ et l'Afrique n'a pas étalé l'hécatombe auquel beaucoup l'avait prédestinée... Le 11 mai, le continent africain comptait 2 340 décès confirmés et 23 184 guérisons pour 67 957 cas enregistrés qui fait d'elle le moins atteint des continents.

La quasi-totalité des pays ont appliqué les règles de confinement, de distanciation et de port de masque. Des pays comme le Togo et la Côte d'Ivoire ont « innové » en mettant en place des systèmes de transferts d'argent pour les ménages fragiles et frappés par la perte de revenu due au confinement.

Tout ceci s'est reflété par un taux très faible d'infection et la quasi-totalité des pays ont évité l'explosion sociale prédite aux gouvernements Africains.

Contrairement aux pays occidentaux qui ont opté pour le confinement systématique, les pays africains notamment subsahariens ont trouvé cette mesure suicidaire pour leurs économies. Comment avez-vous trouvé cette analyse de ces dirigeants ?

Selon la Banque mondiale 40% à 60% de nos pays sont en mode économie



informelle, donc vive au jour le jour sans plan de retraite ou allocation chômage ou assurance santé... Si tu as 60% de ta population qui vit au jour le jour... les confiner revient à préparer une explosion sociale... Et il fallait choisir le moindre mal entre une population qui est confinée mais meurt à 60% de faim et une population non confinée qui meurt à 1% de coronavirus. La décision de la majorité des pays Africains a été une position médiane... un confinement sur une période courte ou sur certaines zones jugées à haut risque et souvent les capitales qui sont des plateformes tourmentées des échanges.

SI TU AS 60% DE TA POPULATION QUI VIT AU JOUR LE

JOUR... LES CONFINER REVIENT À PRÉPARER UNE EXPLOSION SOCIALE. ET IL FALLAIT CHOISIR LE MOINDRE MAL ENTRE UNE POPULATION QUI EST CONFINÉE MAIS MEURT À 60% DE FAIM ET UNE POPULATION NON CONFINÉE QUI MEURT À 1% DE CORONAVIRUS

Le président français comme beaucoup de dirigeants européens, disent craindre pour l'économie des États africains et ont plaidé pour l'allègement de la dette des pays africains pour les aider à surmonter les conséquences de la pandémie. Est-ce la solution pour l'Afrique ?

La dette n'est pas un problème mais le niveau d'endettement et l'utilisation

de la dette sont les problèmes clés... si la dette dépasse la capacité à rembourser ainsi que la dette est utilisée pour des investissements non productifs... alors elle devient problématique.

La solution de l'Afrique est de promouvoir l'emploi avec la population la plus jeune au monde et le taux de croissance de population la plus élevée... Notre cri d'alarme est que seul l'entrepreneuriat de masse à zéro dette en démarrage pourra permettre à l'Afrique de faire face à ce défi... C'est pour cela que nous nous sommes engagés dans cette dynamique de la promotion de l'entrepreneuriat avec la fondation FAFEDE et le concept EZF / DZD.

Croyez-vous vraiment que les économies des États africains sont suffisamment solides pour résister aux conséquences de la pandémie ou elles risquent de s'effondrer ?

Dans ces genres d'analyses l'économiste regarde les perdants et les gagnants d'une crise « externe ». Les gagnants sont ceux dont les revenus augmentent avec la crise et les perdants sont ceux dont les revenus sont réduits. Si nous appliquons cette analyse de base, on reconnaît que les pays Africains seront diversement affectés et 3 facteurs majeurs peuvent être pris en compte: le taux d'ouverture, le type d'économie et les infrastructures. Ainsi selon qu'ils sont très ouverts (comme la Côte d'Ivoire) ou pas assez comme le Burundi; le pays sera plus exposé ou pas.

Il faut ensuite noter le type d'économie, est-ce une économie industrialisée ou une économie qui exporte sans transformation? Quels sont les types de matières premières? Il est clair que le baril du pétrole qui est passé de \$60 à \$20 mettra à genoux des pays comme le Nigéria alors que des pays comme le Burkina ou le Bénin avec une forte production de coton peut être gagnant avec le besoin de production de masque.

Enfin les infrastructures existantes tant dans le domaine de la santé et de la communication peuvent être critiquées pour la prise en charge des malades, la sensibilisation... un pays avec un faible taux de lit hospitalier par 1 000 habitants ou l'internet est limité à certaines régions aura du mal à gérer la COVID.

La banque mondiale a prédit une récession à l'Afrique au pire et un ralentissement au mieux avec un taux de croissance réduit de 50% par rapport aux prévisions initiales. Il faut ensuite faire la différence entre une économie en croissance et une économie résiliente, qui peut faire face aux chocs externes et garder son équilibre emploi, investissement et social. L'Afrique est dans le premier cas.

Cette décision a fait naître deux courants de pensées au sein des dirigeants africains. Ceux qui comme le président béninois pensent que ce n'est pas la panacée et ceux qui comme le sénégalais, soutiennent la démarche de l'allègement de la dette. Quel sentiment cette situation vous inspire en économiste ?

Je suis un anti-dette spécialement concernant l'Afrique. Une dette dans un environnement de corruption est une bombe atomique pour les générations futures avec de l'argent mal utilisé qu'ils vont rembourser (ces dettes sont de 10 à 30 ans en délai de

remboursement avec des moratoires donc CE NE SONT pas les tenants au pouvoir actuellement qui vont le rembourser)

Il nous faut arriver à ses trois changements pour relancer les dettes. Ramener le niveau de corruption aux standards. Mettre en place la gouvernance de la dette (toute dette validée par le parlement et suivi par la population des dépenses). Un dispositif où l'option de la dette est le dernier recours

Dernièrement, le président congolais Sassou Nguesso a affirmé que la pandémie n'aura pas de conséquences sur l'économie de son pays. Croyez-vous à cette affirmation ?

Il est trop tôt, à mon avis pour faire ce genre d'affirmation. Il est vrai que l'exposition a été faible au niveau du Congo Brazza avec pour le mois de Mai environ 10 décès pour 264 cas. Le président Congolais a commandé le CVO des malgaches, ce qui est une bonne chose.

C'est l'occasion de préciser que seuls les tests de masse permettront de connaître le véritable niveau d'infection des différents pays à travers le monde y compris l'Afrique.

Aujourd'hui, les PME, sont presque agonisantes. Alors, que proposez-vous aux dirigeants africains pour relever ces entreprises ?

Il est difficile d'évaluer l'impact final car la crise continue et les évaluations d'impacts sur les PME continuent avec plusieurs secteurs sinistrés. Les pays Africains ont réagi positivement face à la crise COVID quant à leur secteur privé... Selon mes analyses, il faut 100 FOIS les montants actuels votés pour qu'ils puissent juguler la reconversion des secteurs sinistrés, la crise de l'emploi et l'ajustement au monde post-covid.

Il faut un véritable plan Marshall post-covid pour les PME à travers l'Afrique et ce plan doit être continental. Il nous faut identifier les secteurs stratégiques sur lesquels l'Afrique peut désormais se positionner comme le pharmaceutique avec le COVID...

Pensez-vous que cette pandémie sera une opportunité pour l'Afrique de d'affirmer dans le concert des nations ? Si oui comment ? Si non pourquoi ?

L'opportunité est réelle pour l'Afrique MAIS il faut des dirigeants qui sachent les identifier et les transformer.

Selon l'UA ce sont plus de 20 millions d'emplois qui ont été supprimés par la COVID sur l'ensemble de l'Afrique.

La FAFEDE propose un plan de relance post-Covid basé sur l'entrepreneuriat EZF / DZD (Entreprendre à partir de Zéro Franc)/(Démarrer avec Zéro Dette) car il faut non seulement créer des emplois, mais en créer en MASSE et très vite... avec un positionnement de l'Afrique sur les secteurs stratégiques

Nous voyons comment Madagascar est en train de devenir un géant pharmaceutique devant nos yeux par le courage qu'a eu le président Rajoelina avec le CVO.

Il faut que l'Afrique identifie des secteurs où elle peut se positionner comme le leader mondial dans un monde post-covid... et la FAFEDE sortira et partagera sa réflexion sur le sujet dans les semaines à venir.

Je vous remercie.

Source : afrique-news.info

Covid19

Un jeune togolais crée un lavabo intelligent

A 19 ans, Sekpona Kokou Sitsopé est un génie créateur. L'étudiant en 2ème année à l'Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs (ENSI) à l'université de Lomé vient de créer un lavabo intelligent dans le cadre de la lutte contre le Corona virus au Togo. Togotopnews l'a rencontré !

Pendant que l'actualité du coronavirus paraît des plus anxiogènes, de belles initiatives naissent et mettent du baume au cœur. Au Togo, un étudiant, mû par la fibre de créativité, accouche d'un lave-main original et innovant. «Le lavabo comprend deux réservoirs : un réservoir à eau et un autre destiné au savon liquide. Dès qu'un usager s'approche et place ses mains dans la zone de robinet, le système déclenche automatiquement. Le savon sort; après 15 secondes exactement l'eau sort par le même tuyau et permet de rincer les mains sans toucher au robinet », explique le jeune étudiant à Togotopnews.

L'appareil offre surtout l'avantage de réduire à 100% les risques de contamination lors du lavage des mains par un usager. Contrairement aux lave-mains actuellement en vogue sur le terrain, « on ne touche à rien, on se lave juste les mains ».

D'une taille de 1m15 et une capacité totale de 25 litres, le lavabo reçoit 22l d'eau et 3l de savon. Il est équipé d'un capteur électronique qui détecte la main d'une personne une fois présente sous le robinet. L'œuvre est le fruit d'une collaboration parfaite entre l'étudiant et son père. « Mon père est électronicien. On



travaille ensemble sur mes projets. Surtout qu'il a fait l'électronique, cela m'aide beaucoup », se réjouit-il.

Pour l'instant, il n'y a pas encore eu de vente. Le projet a été retenu au hackaton #TousContreCorona, lancé par le gouvernement togolais et la GIZ. « Il y a des commandes mais nous n'avons pas encore du financement pour produire en nombre », précise le jeune.

En dehors du contexte pandémique actuel, ce dispositif peut être utilisé dans d'autres secteurs, en occurrence les hôtels, les hôpitaux, dans

les services et même dans les ménages.

Outre cette réalisation, Sekpona Sitsopé travaille également sur un autre projet de générateur à énergie libre. Il s'agit d'un appareil qui doit produire tout seul du courant alternatif, 220v sans aucune alimentation. Ce projet lui a d'ailleurs permis de gagner le prix d'entrepreneuriat social, organisé par la startup Enginova et ses partenaires.

Vivement que ce jeune talent soit soutenu dans ces initiatives.

Togotopnews.com

Coronavirus au Sénégal

Deux pas en avant, un pas en arrière

Depuis l’annonce du premier cas testé positif au Covid-19, le 2 mars, le pays a rapidement pris une batterie de mesures, sans instaurer de confinement. Une réponse graduée qui a permis de limiter la propagation de l’épidémie. La priorité : l’action préventive, pour éviter un débordement du système de santé. Mais alors que le nombre de cas ne cesse d’augmenter, le chef de l’État a annoncé un allègement des restrictions.

Chaque matin, c’est le même rituel. À 10 heures, le point presse du ministère de la Santé est retransmis en direct sur sa page Facebook. Nouveaux cas positifs. Cas contacts, communautaires. Guérisons. Décès. Rappel des mesures de prévention.

Depuis l’annonce du premier cas, **le 2 mars**, le Sénégal enregistre au mercredi 13 mai 2 105 cas positifs, dont 1 301 sous traitement, et 22 décès. Des décès en proportion infiniment moindre, comparé à ce qui s’est produit en Europe ou aux États-Unis. Au Sénégal, le Covid-19 s’attaque à une population plus jeune, mais aussi à une organisation sociale différente.

Il y a deux mois, cette pandémie était encore considérée par une majorité de Sénégalais comme une « maladie lointaine ». Aujourd’hui, « corona », comme on l’appelle simplement ici, a changé le quotidien. **Le port du masque est obligatoire**. Dans les rues de Dakar, quasiment tout le monde en porte un, en tissu ou en papier. Des protections cousues en un temps record dans les ateliers de quartiers, ou achetées à prix d’or en pharmacies.

Aux ronds-points, la police et la gendarmerie veillent au respect de l’interdiction des déplacements entre régions. Les forces de sécurité intérieure ont aussi pour mission de faire appliquer le couvre-feu, d’abord instauré de 20 heures à 6 heures du matin, puis de 21 heures à 5 heures. Semaine après semaine, les autorités ont mis en place une réponse par étape, pour éviter que le système de santé ne soit saturé. **Ce 11 mai, le président Macky Sall** est pourtant revenu sur certaines mesures. Réouverture des lieux de culte, des écoles

pour les élèves qui passent des examens, levée des restrictions sur l’ouverture des marchés et commerces… Le chef de l’État appelle désormais les Sénégalais à « *apprendre à vivre avec le virus* ».

Le choix de l’hydroxychloroquine

Face au Covid-19, le Sénégal dispose de capacités réelles – même si limitées – en matière de santé, et d’institutions solides. Dès **le 25 février**, les délégations d’une quinzaine de pays africains se rendent précisément à l’Institut Pasteur de Dakar pour tenter de coordonner la riposte africaine. Le Sénégal peut se prévaloir de l’expérience de la lutte contre Ebola, et de spécialistes de renom, comme le docteur Amadou Sall, qui dirige l’**Institut Pasteur de Dakar**, ou encore le professeur **Souleymane Mboup**, co-découvreur du VIH-2 et fondateur de l’Institut de recherche en santé, de surveillance épidémiologique et de formation (Iressef).

Depuis l’hôpital de Fann à Dakar, c’est le professeur **Moussa Seydi**, chef du service des maladies infectieuses et tropicales, qui informe « en direct » le chef de l’État sur l’évolution de la situation. Le spécialiste a fait très tôt le choix d’introduire dans le protocole de traitement l’**hydroxychloroquine**, vantée par le professeur **Didier Raoult** en France. Les thèses du médecin marseillais, natif de Dakar, trouvent un écho particulier au Sénégal où il dispose de relais. « *Il y a urgence*, rappelait **Moussa Seydi** dans une interview à RFI, *pour libérer des places et prendre en charge d’autres patients* ». C’est cet équilibre entre « *patients admis et patient guéris* » qui doit, en principe, permettre au système de santé de garder la tête hors de l’eau. Selon une étude sénégalaise dévoilée

début mai, ce traitement à l’hydroxychloroquine aurait permis de gagner environ 48 heures sur la durée d’hospitalisation pour les cas les plus graves.

Les marges de manœuvre demeurent toutefois réduites dans les hôpitaux du pays, avec de fortes disparités entre la capitale et les régions. Côté équipements, le chiffre de 50 respirateurs en état de fonctionner circulait au début de la crise, mais les autorités sanitaires ont depuis annoncé avoir passé une nouvelle commande. Le nombre de lits disponibles, 500 au départ, a été augmenté, mais certains patients sont désormais pris en charge hors des hôpitaux. Quant aux « cas contacts », les proches de malades confirmés, ils sont dès le départ isolés dans des hôtels réquisitionnés. À Dakar, une trentaine de sites sont aujourd’hui en capacité de les accueillir.

Couper les liaisons avec l’Europe

Alors que l’Italie, bientôt rattrapée par la France, l’Espagne et la Grande-Bretagne croulaient déjà sous les cas, le Sénégal a rapidement cherché à prendre le problème à la source. Le « patient zéro » est un Français établi au Sénégal, rentré à Dakar quelques jours plus tôt. Les 4 premiers cas sont tous des cas dits « importés ». Le 12 mars l’alerte vient, cette fois, **de Touba**, à 200 km de Dakar, ville sainte pour la confrérie des mourides. Un ressortissant sénégalais travaillant en Italie (un « *modou modou* », en wolof), vient de contaminer sa famille et une bonne partie du personnel soignant du centre de santé de Darou Mamane où il a été pris en charge. L’armée vole au secours de la ville sainte des mourides et annonce le déploiement d’un hôpital militaire de

campagne à Touba. Il sortira de terre en 48 heures.

Face à la hausse des « cas importés », **les autorités ferment les frontières**. Dès le 18 mars pour certains pays dont la France, l’Italie, l’Espagne, l’Algérie et la Tunisie. Le 20 mars, à 23h59, ce sont tous les vols à destination et en provenance du Sénégal qui sont suspendus. La mesure est prolongée, pour l’instant, jusqu’au 31 mai.

Avec la fermeture des frontières, plus de « cas importés ». Mais l’épidémie franchit un nouveau stade avec la multiplication de cas dits « communautaires » (qui ne peuvent pas être liés à un cas identifié), et l’apparition de plusieurs foyers en régions : en quelques semaines, Dakar, Rufisque, Touba, Louga, Diourbel, Ziguinchor, Popenguine, Saint-Louis et Fatick vont être touchés à des degrés divers. « *Le virus se sénégalise* », titre alors la presse.

Composer avec les chefs religieux

Depuis la première allocution du président Macky Sall, le 14 mars, **toutes les manifestations publiques sont interdites sur l’ensemble du territoire**. Les écoles et universités ont fermé leurs portes. Une rentrée partielle est prévue le 2 juin pour les élèves en classe d’examen. Dès le départ, le pouvoir doit composer avec les chefs religieux. La décision de fermer les lieux de culte est contestée par certains responsables musulmans. **Le 20 mars à Touba**, le khalife général de la confrérie mouride participe à la prière collective du vendredi. À Dakar, une manifestation éclate dans le quartier de Yoff, après l’arrestation d’un imam qui venait de braver l’interdit en dirigeant la prière. Les rassemblements religieux prévus fin mars sont annulés *in extremis*. Au début du ramadan, le 25 avril, des voix s’élèvent encore pour demander la réouverture des mosquées. Finalement, ce 11 mai, le chef de l’État annonce **la réouverture de lieux de culte**. L’interdiction de rassemblements se heurte aussi à une réalité sociale, dans de nombreux quartiers à très forte densité. Le slogan « Restez chez vous » reste pour beaucoup difficile à appliquer.

État d’urgence et parole présidentielle omniprésente

Le Sénégal vit sous état d’urgence depuis le 23 mars. Dès le début de la crise, le président Macky Sall multiplie les interventions. Dans des messages à la Nation, comme dans la presse internationale (**entretien exclusif sur RFI le 17 avril**), il s’efforce d’expliquer et de détailler les mesures sanitaires et d’accompagnement économique décidées à la tête de l’État. Le message envoyé se veut clair : « *Le président tient solidement la barre* », assure un proche du dossier. De son côté, l’opposition n’a pas d’autre choix que de faire front commun, ou du moins profil bas. « *L’eau qui est destinée à éteindre le feu n’a pas besoin d’être filtrée*, disait fin mars Idrissa Seck du parti Rewmi. *On n’a pas le temps de trop débattre, il s’agit d’une mobilisation générale*. » Le 1er avril, l’Assemblée nationale votera la loi d’habilitation permettant au chef de l’État de légiférer par ordonnances.

Au premier soir du couvre-feu, à Dakar la police n’y va pas de main morte avec les retardataires. Dès la première nuit, les vidéos des violences policières circulent sur les réseaux sociaux. Le lendemain, **la police reconnaît des « interventions excessives »**, mais l’avertissement a été entendu : le couvre-feu sera strictement appliqué. Avec l’état

d’urgence, désormais prolongé jusqu’au 2 juin, on assiste à une prise de conscience. Le 31 mars, la nouvelle secoue la capitale : **Pape Diouf**, l’ancien président de l’Olympique de Marseille, personnalité connue et reconnue, décède du Covid-19 à Dakar, à l’âge de 68 ans. C’est la première victime dans le pays. Au Sénégal, les morts du coronavirus ont désormais un visage.

Covid-19 et poches vides

Couvrir-feu, mais pas de confinement total. L’option a été écartée au Sénégal. Dans un pays où la grande majorité de l’activité provient du secteur informel, cette mesure apparaît comme inadaptée et très difficilement applicable. Chaque jour, un cortège de « *goorlu goorlu* » (« débrouillards », en wolof) viennent travailler sur les marchés, vendent leurs marchandises dans la rue, ou trouvent une place sur les nombreux chantiers de la capitale.

Un rapport d’une trentaine d’experts, sous la coordination du pharmacien Serigne Oumar Sarr, émet lui aussi des doutes sur la mise en place d’un « confinement total » au Sénégal. Il pointe particulièrement les effets pervers et les contrecoups économiques, sociaux, et même sanitaires d’une telle mesure. Le rapport préconise plutôt « *l’allègement de certaines restrictions collectives, une action ciblée vers la protection des personnes âgées et un dépistage massif des populations* ».

Sur le plan économique, le Sénégal devrait perdre quelques précieux points de croissance, passant d’une prévision annuelle de 6,8% à 3% en 2021. L’État a tenté d’« amortir » la crise, par le biais d’un « fonds de riposte de solidarité contre les effets du Covid-19 » doté de 1 000 milliards de francs CFA, selon la présidence sénégalaise, soit environ 1,5 milliard d’euros. Dans sa première ordonnance, le chef de l’État interdit les licenciements durant la période de la pandémie, et demande aux entreprises de garantir 70% du salaire en cas de chômage technique. Mesure saluée par les syndicats. Mais « *irréaliste* » pour le Conseil national du patronat.

Le président Macky Sall saisit aussi l’occasion pour remettre au cœur des discussions la question de **l’annulation de la dette des pays africains**. Le risque de tensions sur les denrées alimentaires et les biens de première nécessité comme le gaz ou l’électricité a été anticipé. Début avril, les distributions de vivres à destination des plus vulnérables ont débuté au Sénégal. Cinq mille tonnes de riz, 500 tonnes de sucre, ou encore 10 000 litres d’huile doivent être fournis pour assister un million de ménages vulnérables, soit la moitié de la population du pays. Un programme dont le démarrage a été entaché par des soupçons de fraudes, impliquant l’entourage proche du chef de l’État. Des allégations rejetées en bloc par la présidence sénégalaise.

Dans une note intitulée « *L’effet pangolin. La tempête qui vient en Afrique ?* », le ministère français des Affaires étrangères évoquait la solidité des institutions du Sénégal dans le contexte de la pandémie, mais redoutait des « *phénomènes de paniques urbaines* », qui n’ont pour l’heure pas gagné le Sénégal.

Avec l’assouplissement des mesures annoncé ce 11 mai, le pays a « *adapté sa stratégie* » et entre dans « *une nouvelle phase* », qui reste très incertaine. Le chef de l’État a prévenu : « *Dans le meilleur des cas, le virus circulera au Sénégal jusqu’au mois d’août, voire septembre* »

Rfi.fr

**PRÉCAUTIONS POUR ÉVITER
LE CORONAVIRUS****MESSAGE DE TOGO TERMINAL**

FILIALE DU GROUPE BOLLORE

TOGO TERMINAL

LOMÉ



Se laver fréquemment les mains à l'eau et au savon ou avec une solution à base d'alcool.



Éviter de cracher et de se moucher sur le sol.



Se couvrir la bouche et le nez avec un masque médical, un mouchoir en papier ou le creux du bras lorsqu'on tousse ou éternue; puis jeter le masque ou mouchoir et se laver les mains.



Si l'on porte un masque facial, s'assurer de bien couvrir la bouche et le nez ; éviter de toucher le masque qui est en place, le jeter immédiatement après utilisation s'il est à usage unique, et se laver les mains aussitôt après.



Éviter tout contact étroit non protégé avec des personnes ayant la fièvre et la toux et consulter un médecin en cas de fièvre, toux et difficultés respiratoires.



En cas de maladie pendant le voyage, informer le conducteur ou l'équipage, consulter un médecin sans tarder et partager ses antécédents de voyage.



Éviter tout contact direct non protégé avec des animaux sauvages ou d'élevage et des surfaces en contact avec des animaux.

NUMÉROS VERTS **+228 22 22 20 73 / 91 67 42 42**

FORUM ANNONCE



TOGOCOM 100 JOURS DE CHANGEMENT POUR VOUS

Depuis le 25 Novembre 2019, nous avons entrepris un vaste programme de transformation pour révolutionner le secteur des télécommunications et du numérique au Togo et devenir une référence dans la sous-région.

Ce programme s'inscrit dans le Plan National de Développement (PND) et offrira à chaque togolais le meilleur du haut-débit, de la téléphonie mobile et du mobile money. Conformément à ses engagements Togocom a lancé son programme d'investissements de près de 245 millions d'euros (160 milliards de francs CFA) sur quatre (4) ans. Pour les 100 premiers jours du changement, Togocom souhaite établir un premier bilan de ses actions concrètes et des premiers bénéfices tangibles pour ses clients.

Nos accomplissements en chiffres



97

Nouveaux sites 2G/3G+ depuis début 2020 vs 44 en 2019



170 000

Nouveaux abonnés mobiles 4G+



400

Sites actifs en réseau 4G+



42 Mbps

En vitesse de téléchargement maximum sur le réseau 4G+ de Togocel



+30 000

Points marchands Mobile et T-Money de proximité



Améliorer la qualité de service

Amélioration de la disponibilité des services avec un meilleur accès voix, data et mobile money

- Sécurisation de la sortie internet (lien terrestre vers le Ghana)
- Création d'un centre de pilotage opérationnel convergent avec suivi quotidien de la qualité de service
- Taux de disponibilité du réseau > **99%**
- Taux de coupure de communications < **0.40%**

Renforcer le réseau

Amélioration de la vitesse et de fluidité des communications sur toutes les technologies (2G/3G+/4G+ & Fibre)



Améliorer l'expérience client

- Regroupement des équipes Togocel et Togotelecom au sein du même siège (équipes transverses et unifiées)
- Instauration d'un dialogue social et mise en place d'une politique de formation interne (**624 heures** réalisées)
- Fusion des agences Togocel et Togotelecom

Nos prochains objectifs

- Modernisation de nos agences commerciales
- Simplification de nos offres commerciales
- Déploiement de la 4G+
- Nouveaux services mobile money innovants

Rendez-vous trimestriel

Nous communiquerons un bilan de nos réalisations et bien sûr les bénéfices directs et concrets dont chacun de nos clients pourra profiter.

Je remercie sincèrement nos collaborateurs et tous nos partenaires pour les efforts consentis pendant ces 100 premiers jours. Nous savons tous qu'il y a encore beaucoup d'améliorations à accomplir. Mais je peux vous affirmer que nous sommes tous engagés à donner le meilleur de nous-même au quotidien pour accélérer notre transformation et offrir à nos clients ce qu'ils sont en droit d'attendre.



Paulin Alazard, Directeur Général Togocom

Groupe Forum Presse (GFP)

Directeur Général chargé de la Publication

Jean-Baptiste K. D. DZILAN
(alias Dimas DZIKODO)
B.P. 81 129 Lomé-TOGO

Siège : Ancien Immeuble Air Burkina Tokoin Wuiti
Tél 22 61 14 72 / 93 53 54 55 Fax 22-22-09-51

E-mail : forumquotidien@gmail.com
Récépissé n°200/15/05/03/HAAC

Directeur de Rédaction

Comité de Rédaction
Ayi ATAYI
Kiwi AMEGAH-WOVOE
Michel AKOETE

Infographie
ALLYN EKOUE MOBALI
Directeur Commercial : Norbert APETOH

Technicien Informatique: Mobali E. ALLYN
Imprimerie SDR (22 22 06 49)
Tirage : 5000 exemplaires